

**LE RÔLE ET LE STATUT DE LA VILLE DANS LA PENSÉE POLITIQUE DE GAUCHE
DEPUIS LES ANNÉES 60 EN FRANCE :
ENTRE ESPACE-ENJEU ET ESPACE-INSTRUMENT.**

Grégory Busquet

Résumé

On peut observer une continuité entre les oppositions aux politiques urbaines gaulliste dans les années 60-70 et la politique de la ville mis en place par la gauche dans les années 80. Continuité d'idées, de thèmes et d'acteurs, mais aussi continuité dans l'appréhension des rapports entre l'espace urbain et les sociétés urbaines. Pour appréhender la pensée politique urbaine de la gauche politique française à la fin des Trente glorieuses, il faut revenir sur les discours de la deuxième gauche, de la sociologie urbaine marxiste, des luttes urbaines et sur les thèmes qu'ils ont portés : le cadre de vie, la vie quotidienne et l'autogestion urbaine. A partir de ces thèmes, nous pouvons mieux comprendre le déterminisme spatial et la territorialisation de la question sociale, c'est-à-dire les processus idéologiques qui ont donné naissance à la politique de la ville. Nous pouvons également qualifier le statut de l'espace dans la pensée de gauche contemporaine, entre un espace enjeu et un espace instrument.

Abstract

We can notice a continuity between the opposition to gaullist urban policies in the 60's-70's and the "politique de la ville" of the french left in the 80's. This means a continuity of ideas, of topics and of protagonists, but also a continuity in the approach of links between urban space and societies. In order to approach the urban political view of the french left at the end of Glorious thirties period, we must come back again to the discourses of french "second left", urban sociology and urban struggles and to topics they carried, as "cadre de vie", "everyday life" and urban auto-gestion. From these topics, we can understand the spatial determinism and the spacialisation of social question which have brought the "politique de la ville". We can also name the position of space in contemporary left's view, between an instrument and an issue.

Cette communication se propose d'aborder les relations entre espace et politique à travers l'analyse de la pensée politique de la gauche française sur la ville sous la V^e République. Je m'attarderai notamment pour cela sur le discours de la deuxième gauche française qui, dès les années 60 et 70, participe, comme je l'ai montré dans mon travail de thèse (Busquet, 2007a), d'une montée en puissance de la problématique urbaine dans le discours. Cette deuxième gauche, comme on le verra, prépare dans cette ligne les politiques sociales que met en œuvre le Parti socialiste après son accession au pouvoir dans les années 80 : elle aura une influence considérable sur la politique de la ville. On peut donc légitimement, par un retour généalogique sur les idées qui ont permis et influencé la "territorialisation de la question sociale" dans les politiques publiques (Tissot, 2007), se poser la question du véritable statut de la ville et de l'espace urbain, et, au-delà, de son rôle dans la pensée politique contemporaine et donc, dans l'action publique. L'espace urbain est-il perçu, dans la pensée de la gauche politique contemporaine comme un enjeu véritable, comme un objet de réformes en soit, ou comme un instrument devant guider les politiques de régulation sociale, devant aboutir, à terme, à la résolution des problèmes sociaux ou, à l'extrême, à la transformation sociale. Si la politique de la ville mise en place et institutionnalisée depuis les années 80 autorise *a priori* à parler d'« espace-enjeu », je détaillerai, à partir du discours et d'exemples, son véritable rôle idéologique et dans la stratégie politique.

Il s'agira pour cela, de revenir sur deux décennies, - les années 60 et 70 – où l'urbain semble redevenir un enjeu politique et social primordial. Après une remise en contexte, il s'agira d'étudier la contestation urbaine de cette époque : tout d'abord à partir du discours des acteurs et des jeux d'acteurs (des mouvements sociaux urbains à la deuxième gauche en passant par la sociologie urbaine), du croisement des discours scientifiques et politiques, et ensuite à partir de la nature même de ces discours : quelles sont les revendications, projets, nouveaux thèmes qui apparaissent ? Nous verrons, par-là même les tenants et les aboutissants de cette instrumentalisation de l'espace urbain dans la pensée politique, ce qui nous permettra de mieux saisir les modalités de la mise en œuvre de la politique de la ville et d'en mesurer le degré idéologique, loin d'une simple analyse en termes de réactions conjoncturelles et d'alternances politiques.

LE CONTESTE DE L'HÉRITAGE URBANISTIQUE DES 30 GLORIEUSES ET DES « MOUVEMENTS SOCIAUX URBAINS »

Si l'espace urbain occupe un rôle primordial dans l'action publique depuis l'après-Seconde guerre mondiale, les années 70 et 80, en France, voient cette question évoluer. Certes, l'espace urbain n'est pas un problème public « nouveau » mais la nature de ce problème change. Il cristallise de plus en plus les problèmes sociaux, les mouvements sociaux urbains des années 70, les émeutes des banlieues des années 80 et 90 et la politique de la ville mise en place pour y remédier n'en sont que conséquences visibles. Mais qu'en est-il dans l'idéologie?

Les premières années de l'après-guerre (1945-1954) sont surtout marquées par le souci et l'urgence de la reconstruction, du fait des destructions et de la volonté de modernisation du pays. Cette reconstruction a trois priorités : le logement pour pallier aux besoins des sinistrés et des sans-abris, les réseaux et plus généralement les villes détruites, dont la reconstruction est mise en œuvre selon les préceptes modernistes et de la Charte d'Athènes. Une autre priorité, c'est celle de la rénovation urbaine des centres anciens. Elle déborde de la IV^e République pour se continuer sous la V^e et vise, à partir de principes hygiénistes et/ou sociaux, à améliorer l'habitat urbain et à éradiquer l'habitat défectueux, insalubre, les taudis et autres bidonvilles. Par dessus tout, s'impose la priorité du logement.

On a beaucoup écrit sur les grands ensembles qui fleurissent en France des années cinquante aux années 60. On a aussi beaucoup réfléchi sur les objectifs et les idées qui ont permis et entraîné leur réalisation. Modernisation et urgence (de la construction de logements) sont les deux maître-mots de la politique gaulliste des grands ensembles, relevant d'une idéologie incluant le progrès technique, architectural et l'amélioration des modes de vie et du confort, tout en mêlant ces éléments

progressistes et positifs avec la nécessité d'offrir un logement à tous les français. Il s'agit donc, c'est bien connu, de construire beaucoup, grand, vite, et à moindre frais, en justifiant cette politique par une rhétorique humaniste. Avec les « zones à urbaniser en priorité » (ZUP) en 1958, notamment, l'Etat français entend prendre en charge le problème du logement, ceci s'inscrivant dans la perspective d'un Etat fort, moderne et d'une société prospère dans laquelle, bien sûr, les taudis, les bidonvilles et la « crise du logement » ne peuvent plus persister. Ainsi ces volontés politiques qui marquent les années De Gaulle s'emparent bel et bien de la question urbaine pour y insuffler une partie de leur contenu : modernisation, rationalisation, planification.

La mandature de Giscard, à partir de 1974, opérera une nouvelle tendance, consistant à revenir au « qualitatif ». Il faut dire aussi qu'à cette époque, la question quantitative du logement est amplement résolue en France.

Les sociologues ont, dès les années cinquante et surtout dans les années 60, dénoncé la conception des grands ensembles et ses effets. Ils y ont souvent pour cela constaté l'anomie, l'« ennui », la rigidité du cadre de vie et de l'habitat. Des personnalités comme Henri Lefebvre, Raymond Ledrut ou encore Paul-Henry Chombart de Lauwe ont dénoncé, tout comme la presse de l'époque, la monofonctionnalité et le manque d'équipements, l'éloignement des centres, de ces nouvelles réalisations. Plus tard, c'est la « ghettoïsation », les « enclaves » sociales, ethniques, les « violences urbaines » urbaines induites, qui ont été décriées.

L'urbanisme considéré comme technocratique, celui du « capitalisme monopoliste d'Etat » est donc très tôt critiqué au sein des sciences sociales, mais aussi des luttes sociales. En France, on peut faire remonter l'émergence des « mouvements sociaux urbains » ou « luttes urbaines » aux mouvements d'auto-construction des « castors » de l'après-Seconde guerre mondiale et aux mouvements de squat des mal-logés. Ils furent soutenus, du moins au début, par les pouvoirs publics et la loi dans un pays alors en pleine reconstruction et qui subit de plein fouet la crise du logement. Ces actions et mouvements ne portaient cependant que sur l'objet « logement », et c'est véritablement au cours des années 60 que ces revendications prennent de l'ampleur au travers des « luttes urbaines ». Ces mouvements sociaux, souvent très politisés et mêlant revendications locales et contestations plus globales – anti-capitalistes, parfois anti-étatiques (Castells, 1973) –, rompent avec la tradition des mouvements chrétiens des années d'après-guerre et adoptent un discours souvent clairement marxiste, tout en étant appuyés, instrumentalisés, voir déclenchés par des groupes de militants organisés, voire par certains partis politiques comme le Parti communiste – à travers la Confédération nationale des locataires (CNL). On peut constater que par leur multiplication et la radicalisation de leur discours, les luttes urbaines marquent une « politisation de la question urbaine » (*Id.*).

Ces luttes urbaines, comme les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) (Touraine, 1978), caractéristiques de la « société postindustrielle » et « post-matérialiste » ou « programmée » chez Touraine, se caractérisent, entre autres facteurs, par le passage de revendications « quantitatives » (matérialistes, matérielles) présentes dans le mouvement ouvrier depuis le début de l'industrialisation à des revendications plus « qualitatives » concernant notamment les modes de vie, la qualité de vie, l'émancipation politique et sociale, les revendications des « minorité », et bien entendu, la préservation ou la transformation du cadre de vie. On n'est plus, à la fin des années 60, en période de crise du logement, et il ne s'agit plus tant de réclamer plus de logements, que de revendiquer les équipements, les services et une certaine qualité de vie dans les villes ou les banlieues.

Comme les NMS, les luttes urbaines associent le plus souvent couches moyennes politisées et populations fragilisées. Comme les NMS encore, elles possèdent la particularité de rompre avec le mouvement ouvrier traditionnel en portant la « lutte des classes » hors de l'usine ou de l'entreprise (Castells, 1972), au sein de revendications touchant de plus en plus au « cadre de vie » et à la qualité de vie : luttes dans les taudis, revendications concernant le manque d'équipements socio-culturels et collectifs dans les nouveaux grands ensembles, « syndicalisme du cadre de vie », etc. Au tournant des années 70-80, ces luttes urbaines ont d'ailleurs tendance à se recentrer sur les revendications des « couches moyennes » urbaines (Bacqué, Vermeersch, 2007), d'une nouvelle classe, celle des « aventuriers du quotidien » (Bidou, 1984).

LES ACTEURS ET LEURS DISCOURS.

Mais il s'agit également, pour appréhender la pensée urbaine de gauche, de croiser les discours savants et politiques et de déterminer les rapports entre catégorisations savantes et politiques des espaces urbains et des groupes sociaux qui les occupent, se les approprient et les transforment, ces deux types de catégorisation participant bien-entendu de la production de l'idéologie dominante et des représentations collectives (Weber, 2003 ; Bourdieu 1976, 2001)

La sociologie urbaine qui s'institutionnalise connaît ainsi également, des années 60 aux années 70, une politisation certaine due au marxisme. Du point de vue du contenu, cette – ou « ces » - pensée(s) urbaine(s) marxiste(s), participant à l'institutionnalisation de la recherche et de la sociologie urbaines au sein des ministères et de l'Université, interprètent et analysent, bien qu'avec des méthodes, objets, références et théories différentes, la ville et l'urbain en terme de lutte des classes, de divisions, d'idéologie, de dominations, de production-consommation et de pratiques et représentations sociales contradictoires. L'urbanisme est perçu et dénoncé comme un instrument de la lutte des classes, de répression ou d'assise du pouvoir de classe et de la domination (de la bourgeoisie, de l'Etat).

D'une manière générale, le marxisme devient prédominant au sein la sociologie urbaine naissante en influant sur les théories, les méthodes et les thèmes et objets de recherche (ségrégation, planification, rénovations urbaines et conséquences sociales, luttes urbaines, participations et autogestions habitantes et citadines). La figure centrale de l'époque demeure bien sûr le philosophe-sociologue Henri Lefebvre, qui tente d'appliquer les méthodes et concepts marxistes à la modernité, c'est-à-dire à l'urbain (Lefebvre 1968, 1970, 1974). D'une manière générale, l'urbanisme et l'urbanisation sont perçus par les sociologues de l'époque comme aliénants pour l'individu et les groupes sociaux. L'importance de Mai 68 est ici à souligner : l'architecture et l'urbanisme y furent largement remis en cause, du fait même des architectes (Violeau, 2005) et des urbanistes (Busquet 2007a). Les sociologues marxistes, bien que dépendant fortement de la commande publique, de l'Etat et des institutions, s'attachent alors pour la plupart à introduire la contestation et la critique dans leurs enquêtes et dans leurs recherches au cours des années 70 (Amiot, 1986).

C'est le cas, par exemple, du Centre de sociologie urbaine, fondé en 1954 par Paul-Henry Chombart de Lauwe. A partir de la fin des années 60, le renouvellement de l'équipe fait radicalement évoluer les problématiques et objets d'étude. Les travaux de Christian Topalov sur les promoteurs immobiliers et les politiques foncières, ceux d'Edmond Préteceille sur la production des grands ensembles et la planification urbaine, introduisent la critique marxiste de la planification dans une équipe de recherche auparavant dominée par les recherches préalables à la planification et la psychosociologie. Le CERFI¹ foucauldien du psychanalyste militant Félix Guattari, se démarque, quant à lui, en élaborant dans les années 70, des études sur la généalogie des équipements collectifs (du pouvoir, de « normalisation ») ou sur le rôle de l'Etat dans le développement des villes, villes servant à la fois le renforcement du pouvoir et le développement du capitalisme. De jeunes lefebvriens se rassemblent quant à eux au sein d'équipes de recherche comme l'Institut de sociologie urbaine ou dans des groupes artistico-politique comme dans le groupe *Utopie* (Hubert Tonka, Jean Baudrillard, René Lourau) qui s'oriente vers une critique « radicale » de l'urbanisme et de l'architecture, prônant un autre mode de production de l'espace non capitaliste, « non répressif » et non étatique. L'*Internationale situationniste*, également proche un temps du philosophe Lefebvre, avait déjà posé les jalons de ce type de critique « artiste » et « sociale » (Boltanski, Chiapello, 1999) dans la France des années 50-60.

Mais des acteurs comme Henri Lefebvre, Paul-Henry Chombart de Lauwe ou les sociologues marxistes ne sont pas uniquement influents dans la sphère des sciences sociales s'intéressant à l'objet urbain. Ils le sont également dans les sphères de l'opposition politique de l'époque. Henri Lefebvre, compagnon de route du Parti communiste français (PCF) depuis les années 20 et exclu dans les années 50, se rapproche de la deuxième gauche autogestionnaire et du Parti socialiste unifié (PSU) dans les années 60 – il est un ami proche de Michel Rocard et d'autres cadres ou théoricien du parti – de même que le catholique progressiste Chombart de Lauwe ; certains structuralo-marxistes ou lefebvriens

¹ Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelle.

demeurent au PCF, qui fait de la question du logement un des points importants de ses critiques et programmes depuis l'après-guerre.

Le Parti socialiste unifié, fondé en 1960 contre la guerre d'Algérie, opposé à De Gaulle tout autant qu'à la gauche traditionnelle (SFIO² et PCF), est le plus représentatif aux côtés de la CFDT³ ou des GAM⁴, de cette nouvelle gauche qui postule que l'aliénation de l'ouvrier s'exerce aussi dans sa quotidienneté, ses loisirs et sa vie privée dans le cadre de son logement et des villes. Pour le PSU, les luttes contre l'exploitation capitaliste doivent donc se mener sur tous les fronts : c'est la « stratégie en tenaille » du PSU qui vise à attaquer l'exploitation et le capitalisme là où il se déploie le plus, c'est-à-dire à la fois dans l'entreprise et dans l'usine, mais aussi dans la ville et dans l'habitat⁵. Le parti en appelle même à des syndicalismes « de l'habitat » et « du cadre de vie », voulant transposer le modèle des luttes ouvrières dans la ville⁶. D'une manière générale, un peu à la manière d'Henri Lefebvre, le PSU de la fin des années 60 - début des années 70, celui de Michel Rocard, prône un nouvel urbanisme, un nouveau mode de production de l'espace non capitaliste, une nationalisation des sols et une nouvelle quotidienneté à réinventer.

L'influence de Lefebvre sur la deuxième gauche est effective. Par exemple, peu de temps après la parution de l'ouvrage phare du sociologue sur l'urbain *Le droit à la ville* (Lefebvre, 1968), le PSU crée une association « socialisme et vie urbaine, mouvement (puis association) pour le droit à la ville qui reprend à son compte les thèses de l'ouvrage : le droit à l'information, la participation pour les citoyens et habitants à la gestion et à l'aménagement de leur cadre de vie, le droit à la vie urbaine et à la centralité. Le contrôle des habitants sur les décisions d'aménagement devrait permettre tactiquement d'atteindre la société urbaine attendue. D'ailleurs, lorsque Lefebvre rédige *La révolution urbaine* en 1970, il énonce « la stratégie urbaine » à mettre en place, en appelle à la « constitution d'un parti politique nouveau » et à la « politisation des questions urbaines », revendications pouvant de toute évidence constituer le programme urbain du PSU : « L'introduction de la problématique urbaine dans la vie politique (française) en la poussant au premier plan. L'élaboration d'un programme dont le premier article sera l'autogestion généralisée. [...] L'introduction, dans le système contractuel, élargi, transformé, concrétisé, du "droit à la ville" » (H. Lefebvre, 1970).

LES NOUVEAUX THÈMES

La fin des années 60 et les années 70 constituent aussi en France les années de l'émergence et du développement de la notion de « cadre de vie » dans le discours, notamment au PSU. Cette notion se diffuse dans les discours politiques contestataires, institutionnels, de droite comme de gauche, dans la législation, l'aménagement, l'urbanisme opérationnel et même jusque dans les sciences sociales pour désigner la ville et ses composantes. Les « mouvements sociaux urbains » des années 70 sont eux-mêmes rétrospectivement appelés les « luttes pour le cadre de vie ». C'est aussi le cas chez ceux que l'on a coutume d'appeler les « militants du cadre de vie ». Des commissions « cadre de vie » apparaissent ainsi dans les partis politiques de gauche dans la période étudiée. Celle du PSU, dès 1971, fait suite à la campagne du même titre lancée par le parti à la fin des années 60. Le passage de l'appellation « notre ville livrée au capitalisme » à celle de « Notre cadre de vie livrée au capitalisme » en 1969 est à cet égard significatif, tout comme l'est le glissement de la commission « urbanisme, logement et équipement » et de la « commission d'action locale, municipale et régionale » vers la « commission nationale cadre de vie » en 1971. On y retrouve à peu près les mêmes personnes : Georges Gontcharoff, François Soulage, le sociologue Claude Neuschwander.

² Section française de l'Internationale ouvrière.

³ Confédération française démocratique du travail

⁴ Groupe d'action municipale.

⁵ MALTERRE G., « Entreprise, cadre de vie », In : *Tribune socialiste* 26-3-1970.

⁶ NEUSCHWANDER C., 1968, AN 581AP66 et COURTIS A., « Problèmes de l'urbanisme et du cadre de vie dans les villes », *PSU Information*, n° 42, novembre 1975.

Le PCF se dote également mais plus tard, au milieu des années 70, de sa « section cadre de vie » (François Ascher, Pierre Jucquin, Vincent Labeyrie...), même s'il est depuis l'après-guerre investi dans le secteur du logement, notamment à travers la CNL. Mais contrairement à la commission du PSU, cette section ne dispose pas dans le parti d'un rôle prépondérant, du moins pas plus que les innombrables sections dont le parti dispose. Au PSU par contre, le « cadre de vie » devient, à la fin des années 60 et surtout au début des années 70, le fer de lance du parti aux côtés du travail (le « secteur entreprise »).

Sous Giscard également, les politiques urbaines deviennent les politiques du cadre de vie, sûrement pour rompre avec le vocable des politiques antérieures, notamment celle des grands ensembles. Mais la notion fait également évoluer l'approche générale des espaces urbains. Un autre exemple de cette émergence et de ce changement de paradigme est le regroupement en 1978, dans le gouvernement Barre des Ministères de l'équipement et de l'environnement dans un grand ministère de l'Environnement et du cadre de vie confié à Michel D'Ornano.

J'ai notamment tenté de démontrer, dans ma thèse, que la notion de cadre de vie renforce les liens présumés entre « social » et « spatial » et leurs incidences. L'idéologie urbaine portée par ce « cadre de vie » ne revient pas, comme certains l'ont décrite, à ne plus privilégier le spatial comme cadre d'action pertinent pour agir sur la société tout en privilégiant dorénavant le social lui-même. L'idéologie change simplement d'échelle d'application. On réfléchit ainsi moins en terme de « société » que de « vie quotidienne » : du global, on se recentre sur l'individu en société (et dans l'espace) tout en élargissant l'échelle du territoire appréhendé (en englobant le périurbain et le rural). Les discours le montrent, le cadre de vie ne renvoie pas seulement à l'environnement matériel de l'homme mais aussi à son environnement social. L'émergence de la notion dans les discours politiques dénote ainsi cette nouvelle attention portée aux extensions du logement, à son environnement, à la vie de quartier, aux questions urbaines d'une manière générale (ségrégation, vie sociale, qualités esthétiques...). Et ceci s'effectue en parallèle de la mise en avant de l'échelle locale comme échelle pertinente de la gouvernance, de l'appréhension et de l'action spatiale (Genestier, 1999)

Pour la deuxième gauche, le cadre de vie est « exploité », « aliéné », par le capitalisme (étatique ou marchand) qui le « produit ». Il est de même « consommé » par l'habitant (influence de Lefebvre, Castells et des réflexions savantes sur cette « consommation » de la ville). Ce qui compte dans le discours n'est donc pas tant l'urbanisme et l'espace produit que les conséquences sociales qu'ils induisent et les « objectifs sociaux »⁷ que leur transformation et leur traitement devraient permettre de réaliser. La notion renvoie donc en plein à celle de « vie quotidienne » théorisée par Henri Lefebvre dès l'après-guerre (Lefebvre, 1947, 1962), et qui a selon lui trop longtemps été dénigrée par les sciences sociales, et plus particulièrement par les sciences sociales héritées du marxisme qui ne s'intéressait, originellement, qu'aux rapports de classe dans l'usine, sans s'intéresser au premier plan à la « reproduction de la force de travail », au temps hors travail, trop souvent considéré comme banal, anecdotique, et certainement pas « révolutionnaire ». Ainsi le sociologue investit-il ce créneau en proposant d'analyser les pratiques, « gestes anodins », représentations qui se déploient dans la quotidienneté, en constatant – en y appliquant des concepts et une démarche marxiste – que la vie quotidienne elle-même, tout comme le travail et autant que lui, est « aliénée » et « aliénante ». Le travailleur est exploité jusque dans son temps hors travail, dans ses loisirs, dans son habitat, dans son espace quotidien, et de plus en plus dans la « société bureaucratique de consommation dirigée » (Lefebvre, 1968b) Mais la vie quotidienne est aussi le cadre où pourrait se déclencher le refus de cette aliénation, et où se déclenchent d'ailleurs quotidiennement ces « moments », ces brèches et ces failles dans la vie quotidienne qui permettent à tout un chacun de s'extraire, même temporairement, de l'aliénation, de l'exploitation et de retrouver un tant soi peu de sa liberté. Tout comme le travail, la vie quotidienne est donc aliénée et potentiellement libératrice et constitue donc, également un « moteur de l'histoire » des sociétés pour reprendre une formule bien connue.

J'ajoute, qu'encore une fois, concernant les politiques publiques tout comme leurs oppositions, la notion de cadre de vie quotidienne renvoie donc également à un aspect plus « qualitatif » des actions et

⁷ PSU, Bureau national, « Proposition concernant : Objectifs sociaux : Le cadre de vie », Paris, 16 Janvier 1974, AN, 581AP/67, dossier 258 « secteur/groupe cadre de vie (1974) »

des réflexions sur la ville, à un souci pour la « vie quotidienne » porté notamment par les couches moyennes (Bidou, 1984).

En 1978, le PSU propose ainsi une « remise en cause du cadre de vie que nous impose le capitalisme, et du mode de vie qu'il implique », les « luttes urbaines [ne sont révélatrices que d'] une aspiration à vivre autrement » et elles ont également pour objectif la « maîtrise par les travailleurs de leur style de vie quotidienne » (PSU, 1978). Quoi qu'il en soit, l'accent est porté dorénavant sur la « qualité » de la vie urbaine, qualité dégradée, on s'en doute, et qualité à retrouver, ce qui aura une influence – aux côtés du mouvement anti-nucléaire - sur l'écologie politique qui s'institutionnalise en France à la fin des années 70. La notion est à rapprocher de l'idée de « qualité de vie » associée à l'urbain qui se développe également dans les milieux politiques et les mouvements sociaux des années 70, en réaction à l'urbanisme de l'immédiat après-guerre et des grands ensembles (Dagnaud, 1978). Mais la mise en avant du cadre de vie, à la fois dans les politiques publiques et dans les revendications de l'opposition s'accompagne de cette nouvelle idée de « participation » aux décisions, à l'aménagement et à la gestion urbaine, avatar du concept d'autogestion urbaine.

L'idée d'autogestion est d'origine libertaire et on attribue souvent sa paternité à Proudhon. Mais c'est surtout au sein de la « deuxième gauche » que l'idée autogestionnaire se redéveloppe en France au cours des années 60-70. Qu'il s'agisse de la CFDT d'Edmond Maire dès 1964, puis du PSU ou des cercles et associations comme l'ADELS, les GAM, « Vie nouvelle »... ; toute la nébuleuse de la gauche autogestionnaire française influencera la gauche parlementaire tout au long des années 70 (Hatzfeld, 2005). Diverses acceptions sur les buts de l'autogestion et les modalités pratiques ou théoriques de sa mise en place s'affrontent. Selon les uns, elle consisterait en une « dé-professionnalisation de la politique » (Julliard, 1977), selon les autres, en une « généralisation » de celle-ci (Rosanvallon, 1976).

C'est véritablement autour des luttes urbaines que les revendications autogestionnaires prennent de l'ampleur en France, pour se développer de manière exponentielle durant les premières années 70. En pleine politique de rénovation urbaine et de construction de grands ensembles, des groupes locaux (groupes de quartiers, groupes de résidents) voient le jour avec l'appui de certains partis ou groupes politiques autogestionnaire (PSU, GAM, ADELS...). L'autogestion ou la « participation » des habitants aux décisions, à la gestion ou à l'aménagement de leur « cadre de vie » devient une revendication récurrente dans les mouvements sociaux et ceux les portent. Il s'agit, par le « contrôle des travailleurs sur l'aménagement de l'espace » (PSU, 1971), d'une aspiration à « vivre autrement » (PSU, 1978).

Des sociologues théorisent également cette « autogestion urbaine » au tournant des années 60 et 70. C'est le cas, encore une fois, d'Henri Lefebvre, de Raymond Ledrut, mais aussi, à leur manière, des chercheurs-militants du CERFI, qui « expérimentent » la prise de parole des habitants et la prise en compte de cette parole par les décideurs et aménageurs lors des opérations de rénovation, d'établissements des besoins en équipements... Tous prônent un dialogue et une écoute entre décideurs, aménageurs, habitant et usagers. La « participation urbaine » (comment l'établir, la rendre à effective) est d'ailleurs l'un des débats fondateur de la sociologie urbaine française au colloque de Royaumont en 1968, et encore aujourd'hui. Le confit de l'Alma-Gare à Roubaix, dans lequel s'est illustré le CERFI, demeure un mythe et un exemple pour beaucoup, comme l'est l'expérience de Lip pour l'autogestion économique. Même si la « participation urbaine » n'est pas une idée héritée exclusivement de la sociologie urbaine (croisement entre influences étrangères, mouvement sociaux, société civile, et sciences sociales), nous pouvons sans difficulté établir un parallèle entre la participation et cette sociologie des « désirs » et des aspirations revendiquée par Chombart, Ledrut, mais surtout par Lefebvre. Les trois sociologues se sont à ce sujet sûrement contentés de théoriser une tendance observable dans la société urbaine française des trente glorieuses : celle d'un mécontentement croissant devant les politiques urbaines, jugées technocratiques et réalisées sous le prétexte de prétendus « besoins habitants » prédéterminés.

Nous ne pouvons ainsi ignorer que les revendications des mouvements sociaux des années 1970 en matière d'autogestion sont relayées au niveau politique dès l'arrivée de la gauche au pouvoir. A la suite de la deuxième gauche et du PSU en particulier, qui inclut, le premier, le thème dans son discours, ce sont le Parti socialiste et le Parti communiste eux-mêmes qui se rallient à l'idée au cours

des années 70. Que ce soit dans un but électoraliste, de reconstitution organisationnelle ou de besoin de refonte idéologique, les deux grands partis de la gauche française s'accaparent cette notion « fédératrice ». C'est le cas dès 1972 (programme *Changer la vie*) pour le PS, mal en point après la défaite conséquente de Gaston Defferre aux élections de 1969 – et plus encore en 1974 à l'occasion des Assises du socialisme à Epinay et de l'arrivée en masse des rocardiens du PSU et des GAM (les *Quinze thèses sur l'autogestion* de 1975). Le fait est plus tardif, à partir de 1977, pour le PCF, qui, après l'avoir vivement condamné depuis 1968, récupère l'idée. Ce sont d'ailleurs des géographes, Félix Damette et Jacques Scheibling, qui deviennent les théoriciens de l'autogestion au PCF.

Mais nous pouvons toutefois remarquer les prémices du renforcement de la participation citoyenne au sein des politiques publiques giscardienne des années 1970. Pendant cette décennie, les gouvernements successifs font le choix de s'appuyer de plus en plus sur les associations. Les premiers programmes de ce que l'on appelle aujourd'hui la politique de la ville – dits alors procédures "habitat et vie sociale" (HVS) – sont engagés en 1977. Il y est imposé de faire appel à la participation (des usagers et des associations) pour mener ces procédures visant des quartiers périphériques ciblés. Il faut rappeler que certains promoteurs de la deuxième gauche ont également été partie prenante de la mise en place de ces procédures, participant, dès 1973, au groupe de réflexion HVS mis en place par le ministère pour resocialiser les grands ensembles, par l'animation, la participation, etc.

LE LIEN ESPACE URBAIN/POLITIQUE

L'équipe de gauche, somme toute assez restreinte, qui porte la politique de la ville, après l'arrivée au pouvoir des socialistes à l'échelon national dans les années 80, est majoritairement composée de transfuge de cette nouvelle gauche intégrant le PS à Epinay en 1974. On notera par exemple François Geindre, Maire d'Hérouville-Saint-Clair ou Hubert Dubedout qui rédige le rapport donnant naissance à cette politique (Dubedout 1983) et préside la première Commission nationale pour le Développement social des quartiers (CNDSQ). Notons également que c'est le Premier ministre Michel Rocard qui crée la Délégation interministérielle à la ville (DIV) en 1988, le Conseil national des villes (CNV) en 1989 et le premier ministère de la ville en 1990.

La décentralisation des compétences de l'Etat aux pouvoirs politiques locaux, au début des années 1980, est, parallèlement, l'occasion d'affirmer cette volonté de favoriser une meilleure participation du public et un recentrage des politiques sociales sur l'échelle locale.

Ainsi, les idées participationnistes, autogestionnaire et urbaines dont j'ai parlé plus haut intègrent le Parti socialiste et influenceront largement ses programmes politiques (municipal de 1977, législatif de 1978 et présidentiel de 1981), la décentralisation et surtout la politique de la ville qu'il mettra en place lors de son accession au pouvoir dans les années 80 (« Développement social des quartiers », Banlieue 89, Contrats de ville). Cette politique de la ville consiste, grossièrement, à localiser les problèmes sociaux pour tenter de les résoudre, le plus souvent spatialement (relier les « banlieues » au ville-centre, « désenclaver », « retisser » la banlieue, etc...), tout en ciblant les « quartiers » et les « populations à problèmes » (zones franches urbaines, zones urbaines sensibles) : une spatialisation des problèmes sociaux. Cette politique interministérielle, née en réaction aux « émeutes urbaines » du début des années 80, et que certains analyseront comme à visée purement pacificatrice, insistera d'ailleurs également sur la participation des citoyens.

Cette spatialisation des problèmes sociaux qui vise à prescrire l'action sur l'espace pour résoudre les problèmes sociaux et agir sur le social, que l'on pourra nommer l'idéologie « spatialiste » (Chalas, 1997), souvent accolée aux politiques urbaines des Trente glorieuses, joue donc également en plein dans la pensée politique de gauche qui donnera naissance à la politique de la ville. Nous avons affaire, au tournant des années 60-70, à une pensée et à un discours politiques de gauche situant l'espace urbain dans un statut dialectique. Celui-ci se pose en effet comme un espace aliéné (par l'urbanisme, la gestion urbaine) et aliénant (pour la vie quotidienne, la société, les individus et groupes sociaux), mais aussi comme un espace vecteur et médiateur du changement social et sociétal (par un autre urbanisme - qu'il soit « révolutionnaire » ou « démocratique » - engendrant un autre espace et une autre vie sociale). Il règne, dans cette idéologie, une certaine confusion entre facteurs spatiaux et facteurs

sociaux et les seconds sont souvent réduits aux premiers, les premiers cristallisant les seconds. L'espace urbain en tant qu'enjeu/instrument politique, cristallise la pensée politique contemporaine et devient un moyen d'action sur le social ainsi qu'un facteur de transformation sociale.

Ce thème nouveau et d'actualité qu'est l'urbain et son aspect vécu – « le cadre de vie » - acquièrent un statut d'enjeu, ou tout du moins de support du changement socio-politique. Il en devient en quelque sorte l'instrument, tout comme il sera celui des politiques sociales et économiques dans les années 80. Les programmes « banlieue 89 », « DSQ » et contre la délinquance lancés au début des années 80, fusionnant à la fin de la décennie au sein de la DIV, n'en sont que les illustrations et les conséquences.

Conclusion

On peut donc observer une certaine continuité entre les idées opposées aux politiques urbaines des Trente glorieuses et celles qui ont porté la politique de la ville à partir des années 80. Ces idées concernent essentiellement l'échelle d'appréhension de l'espace et d'intervention sur celui-ci (le local), la gouvernance (la participation), le tout au sein d'une idéologie déterministe de l'espace social (le spatialisme). Une nébuleuse d'acteurs, des sociologues urbains aux tenants de la deuxième gauche, a servi de vecteur, entre les contestations et leur réponse politique, et ce, en véhiculant et en diffusant, pendant la décennie 70, des idées prenant leur base sur la réalité du terrain et dans l'idéologie politique.

C'est donc par ces nouveaux thèmes en émergence, présents au sein des mouvements sociaux urbains des années 60 – 70, – par l'idée de participation urbaine, observant des liens étroits avec celle d'autogestion portée par le PSU et une partie de l'extrême gauche ; à travers celui de cadre de vie étroitement lié à celui de vie quotidienne porté par les sociologues –, que se réalise une « urbanisation » du discours et des positions de la gauche politique en France. Ces termes s'accompagnent à la fois du renforcement de contestations et de revendications qualitatives par rapports aux revendications plus quantitatives. Mais surtout, ils permettent à l'espace urbain d'acquérir un statut particulier dans la pensée politique, renforçant son rôle éventuel dans la résolution des problèmes sociaux urbains. Ils modifient la nature de ces attributs et de ses possibilités. Il n'est plus simplement perçu comme le support et le terrain des politiques publiques ou de leurs contestations, mais acquiert un statut qualitatif de première importance, socialement, mais aussi politiquement, en termes de pouvoir et de démocratie.

- BIBLIOGRAPHIE -

Amiot M. (1986), *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, éditions de l'EHESS, Paris.

Archives du PSU conservées aux Archives nationales.

Bacqué M.-H. et Vermeersch S. (2007), *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68*, Editions de l'atelier, Paris.

Bidou C. (1984), *Les aventuriers du quotidien*, PUF, Paris.

Boltanski L. et Chiapello È. (1999), *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris.

Bourdieu P. (2001) *Langage et pouvoir symbolique*, Le Seuil, Paris.

Bourdieu P. et Boltanski L. (1976) « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2/3.

Busquet G. (2007a) *Idéologie urbaine et pensée politique dans la France de la période 1958-1981*, Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris XII-Val de Marne, décembre.

Busquet G. (2007), « L'idéologie et l'espace urbain dans les années 60-70 : le cas du discours du Parti socialiste unifié », in : Viala L., Villepontoux S. (dir.), *Imaginaire, territoires, sociétés. Contribution*

à un déploiement transdisciplinaire de la géographie sociale, Publications de l'Université Paul-Valéry-Montpellier III, Montpellier, pp. 311-324.

Castells M. (1975), *La question urbaine*, F. Maspero, Paris, 2^e éd.

Castells M. (1973), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, F. Maspero, Paris.

Chalas Y. (dir.) (2004), *L'Imaginaire aménageur en mutation. Cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques. Contribution au débat*, L'Harmattan, Paris.

Dagnaud M. (1978), *Le Mythe de la qualité de la vie et la politique urbaine en France. Enquête sur l'idéologie urbaine de l'élite technocratique et politique (1945-1975)*, Mouton et EHESS, Paris.

Dubedout H. (1983), *Ensemble refaire la ville*, La documentation française, Paris.

Genestier Ph. (1999), « Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire lien », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°82.

Hatzfeld H. (2005), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, ADELS/Presses Universitaires de Rennes, Rennes.

Julliard J. (1977), *Contre la politique professionnelle*, Le Seuil, Paris.

Lefebvre H. (1962), *Critique de la vie quotidienne*, tome 1 [1947] : *Introduction*, tome 2 : *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, L'Arche, Paris 2^e éd.

Lefebvre H. (1974) [1968], *Le droit à la ville*, suivi de *Espace et politique*, Le Seuil, Paris, 2^e éd.

Lefebvre H. (2000), *La production de l'espace*, Anthropos, Paris, 2^e éd.

Lefebvre H. (1970) *La révolution urbaine*, Gallimard, Paris.

Lefebvre H. (1968b), *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Gallimard, Paris.

Rosanvallon P. (1976), *L'Âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*, Le Seuil, Paris.

Tissot S. (2007), *L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Seuil, Paris.

Touraine A. (1978), *La Voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux*, Le Seuil, Paris.

Violeau J.-L. (2005), *Les architectes et mai 68*, Editions Recherches, Paris.

Weber M. (2003), *Le savant et le politique*, La Découverte, Paris, 3^e éd.